
LES FONCTIONNAIRES FACE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022 (EN AVRIL 2021)

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

L'ouverture de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2022 est marquée par plusieurs questions qui intéressent directement les fonctionnaires. La sécurité est un thème central de débat alors que les attentats terroristes se poursuivent, que les policiers souffrent d'une délinquance de plus en plus violente ayant provoqué de nouvelles tragédies, que les militaires évoquent des spectres de guerre civile dans des tribunes publiques. Les personnels de santé sont au cœur de la pandémie de Covid-19, placés au premier rang des personnels directement impactés par la dégradation de leurs conditions de travail. Les enseignants ont été confrontés aux conséquences des confinements et des politiques de sécurité sanitaire, ne pouvant plus exercer leurs métiers dans des conditions normales. Enfin, les projets de réforme de la haute fonction publique, conduisant à supprimer l'ENA mais aussi certains grands corps de l'État, visent à donner une nouvelle jeunesse au macronisme. Il s'agit de mettre en œuvre un projet de transformation de fond de la fonction publique de l'État afin de diversifier les carrières et les recrutements. On peut donc s'interroger sur les intentions de vote des fonctionnaires dans un paysage politique où le Rassemblement national prend une place croissante.

Cette étude s'appuie sur les résultats de la vague 24-1 de l'enquête électorale CEVIPOF - Ipsos - Le Monde - Fondation Jean Jaurès réalisée du 9 au 15 avril 2021 auprès de 10 000 enquêtés suivis dans le cadre d'un panel. Cette étude compare les réponses de 787 indépendants, de 5 201 salariés du privé et de 2 445 fonctionnaires des trois fonctions publiques. Parmi ces fonctionnaires, l'enquête porte sur 350 cadres, 561 membres des professions intermédiaires et 743 employés. On a de plus isolé les 158 policiers et militaires comme les 647 enseignants (du premier comme du second degré ainsi que les universitaires) qui ont répondu à l'enquête.

La recherche d'un nouvel ordre social

L'analyse de l'enquête montre que la majorité des enquêtés défendent des mesures allant dans le sens d'une plus grande égalité et d'une plus grande justice sociale. Mais ils attendent également des mesures de fermeture des frontières face à l'immigration. Le *policy mix* dominant est donc marqué à la fois par de l'antilibéralisme économique et de l'antilibéralisme culturel. On peut penser que les interventions budgétaires massives des autorités publiques pour sauvegarder l'économie face à la pandémie ont légitimé et renforcé l'État providence. On est donc bien loin de la campagne de 2017 où les candidats de la droite parlementaire rivalisaient de mesures néolibérales devant réduire le nombre des fonctionnaires comme les dépenses publiques.

L'analyse des valeurs que partagent les fonctionnaires dans leur ensemble en 2021 confirme un relatif ancrage à gauche qui se caractérise, au regard des salariés du privé, par un plus grand libéralisme culturel notamment en matière d'immigration ou par une propension plus forte que les indépendants ou les salariés du privé à préférer voir « augmenter les impôts des riches et des entreprises afin de pouvoir financer plus de politiques de soutien aux ménages défavorisés ». Les valeurs moyennes ne sont cependant pas très éloignées de celles que l'on observe parmi les salariés du secteur privé mais varient, comme d'habitude, en fonction du niveau de responsabilité et de qualification¹ et surtout en fonction du secteur d'activité, les policiers et militaires se situant très clairement sur un registre bien plus libéral sur le plan économique et bien moins libéral sur le plan culturel que les enseignants qui constituent vraiment le noyau dur de la gauche au sein des fonctions publiques. C'est également chez ces derniers que l'on trouve la défense la plus claire de l'écologie politique puisque 59% d'entre eux qui estiment « qu'il faut que la France prenne des mesures rapides et énergiques pour faire face à l'urgence environnementale, même si cela implique de demander aux Français et aux entreprises des sacrifices financiers ». Au-delà même de la défense de l'État providence, on perçoit la volonté d'aller dans le sens d'un changement radical, assez largement partagée par tous les enquêtés. C'est ainsi que 49% des salariés du privé mais aussi 46% des fonctionnaires et 42% des seuls enseignants estiment que « la société doit être radicalement transformée », cette proportion atteignant 56% chez les policiers et les militaires. La question environnementale a pris dans ce contexte une grande importance. On trouve réunis ici les indices d'une recomposition potentielle de la gauche autour d'une politique fiscale plus juste associée à de plus grandes dépenses publiques afin de préserver les ressources naturelles ou le cadre de vie.

1.

Que l'on a distingué ici entre cadres, professions intermédiaires et employés pour reprendre la trilogie entre la catégorie A, B et C des fonctions publiques.

Un paysage politiquement brouillé

Cette double attente d'égalité sociale mais aussi d'autorité permet de comprendre pourquoi l'auto-positionnement des enquêtés sur l'échelle gauche-droite a tendance à se brouiller. Si l'on retient les mêmes enquêtés et que l'on compare les réponses qu'ils donnaient en mars 2017 avec celles qu'ils ont donné en avril 2021, on s'aperçoit que le positionnement de gauche² régresse partout. Mais il en va de même du positionnement à droite³, et tout cela au profit d'un positionnement centriste⁴. En moyenne chez tous les enquêtés, le positionnement de gauche passe de 23% à 18%, celui du centre passe de 34% à 39%, celui de droite de 36% à 33% et la part de ceux qui ne savent pas passe de 7% à 10%.

2.

Correspondant aux notes allant de 0 à 3 sur une échelle allant de 0 à 10.

3.

Notes allant de 7 à 10.

4.

Notes allant de 4 à 6.

Tableau 1 : Les valeurs des fonctionnaires en avril 2021 (%)

	Augmenter les impôts des riches pour l'égalité	Déjà trop d'immigrés	Accueillir les migrants est un devoir	Urgence environnementale	La société doit être radicalement transformée
Moyenne de l'enquête	57	54	27	46	48
Indépendants	47	57	26	42	52
Salariés du privé	56	52	24	45	49
Fonctionnaires dont :	61	51	30	49	46
Cadres	57	47	31	44	45
Professions intermédiaires	61	52	29	48	43
Employés	63	60	24	46	49
Enseignants	66	36	42	59	42
Policiers et militaires	47	77	15	32	56

Note : Calculs par l'auteur. Les deux questions portant sur l'immigration ont fait l'objet d'échelles allant de 0 à 10, les résultats indiqués correspondent aux notes allant de 7 à 10. La question portant sur le besoin de transformation radicale de la société française a fait l'objet d'une échelle allant de 0 à 9, les résultats indiqués correspondent aux notes allant de 7 à 9.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

Ce glissement vers le centre est tout aussi observable chez les salariés du privé ou les indépendants, ce qui peut signifier soit que l'offre politique de gauche et de droite ne satisfait pas étant donné les conditions créées par la crise sanitaire soit que l'incertitude demeure dans l'attente de programmes précis ou de candidatures soit encore que le macronisme pourrait servir de point de ralliement par défaut. Il demeure qu'entre les deux dates, l'ensemble des fonctionnaires se situant à gauche passe de 28% à 22% et de 30% à 22% chez les seuls employés mais également de 38% à 29% chez les enseignants.

Tableau 2 : L'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite entre mars 2017 et avril 2021 (% en vert pour 2017, en rouge pour 2021)

	Gauche	Centre	Droite	NSP
Moyenne de l'enquête	23/18	34/39	36/33	7/10
Indépendants	16/14	39/31	49/42	4/6
Salariés du privé	21/16	33/38	40/36	6/10
Fonctionnaires dont :	28/22	33/40	34/31	5/7
Cadres	22/19	40/47	35/30	3/3
Professions intermédiaires	25/20	35/41	36/32	4/8
Employés	30/22	30/36	32/31	8/11
Enseignants	38/29	34/42	26/23	3/6
Policiers et militaires	7/5	26/26	64/64	4/5

Note : Calculs par l'auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

L'analyse de la proximité partisane confirme le brouillage des points de repère habituels du paysage politique. Si l'on compare les réponses données par les enquêtés entre mars 2017 et avril 2021, on s'aperçoit tout d'abord que la proportion de ceux qui disent être proches (ou moins éloignés) d'un parti politique a considérablement diminué. En moyenne, pour tout l'échantillon, on passe de 50% à 36% entre les deux dates. Ce désalignement partisan concerne toutes les catégories d'enquêtés. On passe ainsi de 63% à 37% chez les indépendants, de 48% à 35% chez les salariés du privé, de 52% à 39% pour l'ensemble des fonctionnaires, de 62% à 44% chez les cadres de la fonction publique, de 49% à 35% chez les professions intermédiaires de la fonction publique, de 44% à 36% chez les employés de la fonction publique, de 58% à 43% chez les enseignants et de 59% à 48% chez les policiers et militaires. La comparaison des proximités partisans entre 2017 et 2021 doit donc tenir compte du rétrécissement de la proportion de ceux qui disent avoir encore une proximité partisane.

Sur le fond, la comparaison dans le temps montre qu'un mouvement général s'est opéré voyant la proximité globale avec LR diminuer dans toutes les catégories (et en particulier chez les enseignants où elle passe de 22% à 13%) alors que celle avec LREM a pris de l'ampleur, passant de 8% en moyenne chez tous les enquêtés à 17%. À gauche, la proximité avec LFI, qui prend en partie la suite du Parti de gauche, reste stable à moins de 10% en moyenne alors que celle avec le PS a considérablement décru, passant de 20% à 11% en moyenne et que celle pour EELV a progressé de 4% à 10%. La proximité avec le RN, quant à elle, est en légère progression, passant de 19% à 21%.

Tableau 3 : La proximité partisane en avril 2021 (%)

	PCF	LFI	PS	EELV	LREM	MoDem	UDI	LR	DLF	RN
Moyenne de l'enquête	3	8	11	10	17	3	3	15	3	21
Indépendants	3	6	7	8	18	3	5	21	4	15
Salariés du privé	2	8	10	8	18	3	3	15	3	23
Fonctionnaires dont :	3	8	14	11	16	3	2	15	3	18
Cadres	3	4	16	8	22	5	4	18	2	14
Professions intermédiaires	3	5	17	13	17	2	2	15	5	17
Employés	4	11	12	9	14	1	0	11	3	26
Enseignants	4	11	16	14	17	5	2	13	2	6
Policiers et militaires	3	1	4	1	14	3	2	25	6	39

Note : Calculs par l'auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

Une insatisfaction globale à l'égard du macronisme et de son action

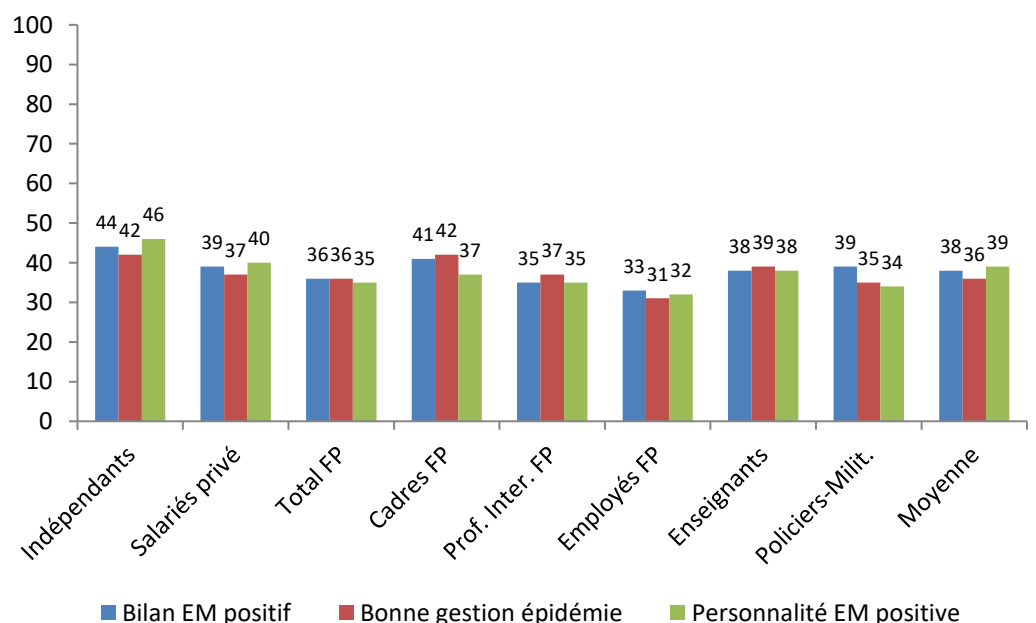
Quelle que soit leur profession, les enquêtés ne donnent pas la moyenne à Emmanuel Macron tant sur le plan de son bilan global que des mesures qu'il a prises pour lutter contre la pandémie. Le décalage entre cette évaluation négative et les avancées concrètes de la politique de vaccination sur le terrain ou la perspective ouverte d'un déconfinement à partir du printemps 2021, montre une insatisfaction politique profonde que le macronisme n'a pas pu combler.

Le bilan d’Emmanuel Macron est généralement plus apprécié par les indépendants et les salariés du secteur privé que par les fonctionnaires, bien que les différences de moyennes ne soient pas très grandes. En revanche, au sein des fonctions publiques, le niveau de qualification joue bien plus que les réactions sectorielles qui opposent habituellement les enseignants aux policiers et aux militaires. L’évaluation de la gestion de l’épidémie de Covid-19 comme le fait d’avoir une perception positive de la personnalité d’Emmanuel Macron suivent assez exactement la même distribution, les différences entre secteurs étant, là encore, minimes.

Peut-on observer des évolutions dans le temps des mêmes enquêtés ? Le bilan de l’action du président de la République, un an après son élection en avril 2018, était considéré comme positif en moyenne par 46% des mêmes enquêtés (contre 38% en avril 2021), par 54% des indépendants (contre 44%), par 48% des salariés du privé (contre 39%), par 43% de tous les fonctionnaires (contre 36%), par 51% des cadres de la fonction publique (contre 41%), par 41% des professions intermédiaires de la fonction publique (contre 35%), par 34% des employés de la fonction publique (contre 33%), par 48% des enseignants (contre 38%) et par 45% des policiers et militaires (contre 39%). L’évaluation est donc surtout à la baisse, au sein de la fonction publique, chez les cadres et les enseignants.

Pour mémoire, on peut rappeler que le niveau de satisfaction des mêmes enquêtés à l’égard de l’action de François Hollande en mars 2017 était bien plus bas : 10% en moyenne, 12% pour les indépendants, 9% pour les salariés, 12% pour l’ensemble des fonctionnaires, 15% pour les cadres de la fonction publique, 13% pour les professions intermédiaires de la fonction publique, 11% pour les employés de la fonction publique, 12% pour les enseignants et 2% pour les policiers et militaires.

Graphique 1 : L’évaluation de la politique et de la personnalité d’Emmanuel Macron (%)



Note : Calculs par l’auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

La perspective de l'élection présidentielle de 2022

Quel regard portent les diverses catégories d'enquêtés sur les profils respectifs d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen ? On a comparé les réponses que les mêmes enquêtés donnaient en février 2017 et en avril 2021 à des questions portant sur le fait que ces candidats pouvaient inquiéter, avaient l'étoffe d'un(e) président(e) de la République, voulaient vraiment changer les choses ou comprenaient bien les problèmes que connaissaient les enquêtés.

Entre ces deux dates, la proportion d'enquêtés estimant en moyenne qu'Emmanuel Macron les inquiète a sensiblement progressé, passant de 24% à 35%. Cette hausse de l'inquiétude concerne toutes les catégories, passant de 24% à 34% chez les indépendants, de 23% à 36% chez les salariés du privé, de 22% à 35% dans l'ensemble de la fonction publique. Au sein de cette dernière, la hausse de l'inquiétude est particulièrement prononcée chez les cadres, passant de 19% à 34%, et chez les employés, passant de 25% à 39% alors qu'elle est moindre chez les enseignants (22% à 33%) et chez les policiers et militaires (23% à 31%). Mais Emmanuel Macron gagne beaucoup sur le terrain de la stature présidentielle puisqu'en moyenne il gagne 18 points dans la proportion d'enquêtés estimant qu'il a l'étoffe d'un Président, passant de 24% à 39%. La hausse est générale mais plus accentuée chez les policiers et militaires, cette proportion passant de 22% à 47%. Le fait que les questions aient été posées avant l'élection présidentielle et quatre ans après permet de mesurer un effet d'institutionnalisation du rôle présidentiel quelle que soit par ailleurs l'évaluation portant sur son action. En revanche, Emmanuel Macron ne convainc pas plus en avril 2021 qu'en février 2017 sur sa volonté de vraiment changer les choses ou de comprendre les problèmes des enquêtés. En effet, la proportion moyenne de ceux qui pensent qu'il veut vraiment changer les choses est restée à peu près stable entre les deux dates, passant de 25% à 28%, cette stabilité s'observant partout. Dans l'ensemble de la fonction publique, on obtient 27%, on passe de 28% à 29% chez les enseignants. Seuls les policiers et militaires en sont un peu plus convaincus, passant de 24% à 32%. Cette stabilité se retrouve également sur le terrain de la proximité entre le Président et l'enquêté. Entre les deux dates, seuls 13% et 14% des répondants estiment qu'Emmanuel Macron comprend bien les problèmes des gens comme eux. On reste à 12% dans l'ensemble de la fonction publique, on passe de 18% à 16% chez les cadres de la fonction publique, de 12% à 13% chez les enseignants, de 11% à 13% chez les policiers et militaires. Seul le secteur privé semble lui être très légèrement plus favorable sur ce terrain puisque l'on passe de 16% à 18% chez les indépendants et de 13% à 15% chez les salariés.

Les réponses enregistrées dans le cas de Marine Le Pen montrent une grande stabilité des représentations entre les deux vagues d'enquête mais à des niveaux différents, bien que quelques avancées se font sur le terrain de l'étoffe présidentielle et de sa proximité aux enquêtés. Elle inquiète un petit peu moins en moyenne, la proportion d'enquêtés inquiets passant de 53% à 51%, la distribution des réponses étant marquée par de légères différences qui reposent sur la sociologie différente du secteur privé et de la fonction publique. Dans le secteur privé, cette proportion passe de 51% à 47% chez les indépendants et de 52% à 49% chez les salariés alors qu'elle reste à 56% dans l'ensemble de la fonction publique, passant de 59% à 61% chez les cadres de la fonction publique mais de 48% à 45% chez les employés de la fonction publique. Le contraste est très fort entre les enseignants qui la trouvent inquiétante à proportion de 69% dans les deux enquêtes et les policiers et militaires qui la

craignent beaucoup moins puisque cette proportion passe de 33% à 35%. Un très léger progrès a été accompli sur le terrain de la stature présidentielle, passant en moyenne de 21% à 24%, cette progression étant confirmée chez les salariés du privé (de 22% à 25%) mais pas chez les fonctionnaires (20% dans les deux vagues) avec même une légère décline chez les enseignants (de 12% à 10%) ou chez les militaires et policiers (de 42% à 40%). Sa volonté de vraiment changer les choses est appréciée de la même façon, à un ou deux points près entre les deux vagues, passant en moyenne de 38% à 39%. Cette proportion reste à 40% chez les salariés du privé, passe de 37% à 36% dans l'ensemble de la fonction publique, s'accroît un peu chez les cadres de la fonction publique (passant de 32% à 36%), les employés de la fonction publique (de 38% à 43%), perd du terrain chez les professions intermédiaires de la fonction publique (40% à 33%) comme chez les policiers et militaires (de 57% à 52%) mais moins chez les enseignants où le niveau de départ n'est pas le même (de 31% à 29%). C'est sans doute sur le terrain de la proximité aux enquêtés qu'un certain progrès se fait mais celui-ci est inégal. En moyenne, on passe de 24% à 27% d'enquêtés disant que Marine Le Pen comprend les problèmes des gens comme eux. Néanmoins, la progression est surtout visible chez les indépendants (de 18% à 25%), bien moins chez les salariés du privé (de 25% à 28%) ou chez les fonctionnaires (de 23% à 25%). Au sein de ces derniers, elle gagne ici du terrain chez les seuls employés (de 28% à 32%), alors qu'elle ne progresse pas chez les enseignants (de 14% à 15%) et régresse un peu chez les policiers et militaires (de 51% à 48%).

Au total, on n'observe donc pas de ralliement sensible à Marine Le Pen sur les quatre registres que l'on a étudiés ici. Les positions respectives des deux candidats potentiels n'ont pas été bouleversées d'une vague d'enquête à l'autre. Marine Le Pen inquiète toujours davantage, même si l'écart s'est réduit avec Emmanuel Macron, elle a pris un peu d'étoffe présidentielle mais Emmanuel Macron la dépasse sensiblement, elle semble toujours davantage porteuse d'un changement radical que le Président et elle est toujours perçue plus que ce dernier comme étant proche des enquêtés et notamment de ceux de condition modeste.

Les intentions de vote aux premier et second tour de l'élection présidentielle de 2022

Si l'on retient l'hypothèse d'une candidature de Xavier Bertrand pour représenter sinon LR du moins la droite parlementaire à l'élection présidentielle de 2022, on voit qu'en moyenne Marine Le Pen devance de peu Emmanuel Macron au premier tour lequel est suivi, mais d'assez loin, par Xavier Bertrand. Marine Le Pen arrive assez nettement en tête chez les salariés du privé et elle fait exactement jeu égal avec Emmanuel Macron dans l'ensemble de la fonction publique. Au sein de cette fonction publique, son score potentiel varie comme d'habitude en fonction inverse du niveau de qualification, arrivant derrière Emmanuel Macron et Xavier Bertrand chez les cadres comme chez les enseignants, en seconde position derrière Emmanuel Macron chez les professions intermédiaires, et largement en tête chez les employés comme chez les policiers et militaires où elle obtient un score double de celui d'Emmanuel Macron.

Tableau 4 : Intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 - Hypothèse Xavier Bertrand (% de suffrages exprimés)

	Ext-G.	F. Roussel	J.-L. Mélenchon	Y. Jadot	A. Hidalgo	E. Macron	X. Bertrand	N. Dupont-Aignan	M. Le Pen
Moyenne de l'enquête	2	2	9	11	8	24	15	5	26
Indépendants	3	3	11	9	5	26	17	4	22
Salariés du privé	1	2	9	9	6	25	15	5	28
Fonctionnaires dont :	1	3	9	13	11	22	16	5	22
Cadres	0	2	6	10	11	29	21	4	18
Professions intermédiaires	0	3	6	14	11	24	16	6	20
Employés	2	4	10	10	9	17	11	6	32
Enseignants	1	5	11	18	15	21	16	3	10
Policiers et militaires	2	1	2	0	2	20	24	5	44

Note : Calculs par l'auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale – Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

5.

Pour 2017, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou. Pour 2022, la candidature reste ouverte.

6.

Pour 2017, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Pour 2022, Fabien Roussel, Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot, Anne Hidalgo.

7.

Pour 2017, François Fillon, Nicolas Dupont-Aignan, François Asselineau, Jacques Cheminade et Jean Lassalle. Pour 2022, Xavier Bertrand et Nicolas Dupont-Aignan.

La comparaison entre les intentions de vote affichées en avril 2021 et le choix électoral réalisé par ces mêmes enquêtés en mai 2017 montre l'évolution du champ électoral quelles que soient les péripéties des candidatures comme, par exemple, l'absence de candidat EELV ou PCF au premier tour de l'élection de 2017. Pour ce faire, on a isolé les candidatures d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen en regroupant par ailleurs les candidatures d'extrême-gauche⁵, de gauche⁶ et les candidatures de droite⁷.

La première observation est que les candidats de gauche gagnent sensiblement du terrain entre 2017 et 2021 pour autant que l'on accepte d'y associer la candidature écologiste de Yannick Jadot, comme on l'a fait ici. En moyenne, ils passent de 24% à 30% mais on observe qu'ils passent de 15% à 28% chez les indépendants, de 19% à 29% chez les cadres de la fonction publique, de 33% à 49% chez les enseignants.

La seconde observation est qu'Emmanuel Macron perd en moyenne peu de terrain (de 26% à 24%), qu'il reste stable chez les indépendants et les salariés du privé mais qu'il en perd sensiblement dans l'ensemble de la fonction publique (de 27% à 22%) et surtout chez les enseignants (de 33% à 21%) alors qu'il en gagne chez les policiers et militaires (de 15% à 20%).

La troisième observation est que l'ensemble des candidats de la droite parlementaire perd beaucoup de terrain, passant en moyenne de 29% à 19%. Ce recul est particulièrement net chez les indépendants (de 44% à 21%) mais aussi chez les salariés du privé (de 30% à 20%) alors qu'il est plus faible chez les fonctionnaires, sauf chez les cadres où le mouvement est sensible (de 34% à 24%).

Enfin, dernière observation, Marine Le Pen gagne du terrain partout, passant en moyenne de 20% à 26%. Cette avancée est sensible dans le secteur privé, chez les indépendants (de 15% à 22%) comme chez les salariés (de 20% à 28%). Elle est plus limitée dans la fonction publique, sauf chez les cadres (de 12% à 18%) et chez les employés (de 27% à 32%). La situation est stable à un haut niveau chez les policiers et militaires (45%). Pour mener cette comparaison, on s'est appuyé pour 2017 sur les réponses données par les enquêtés en mai 2017 et non pas sur celles qu'ils ont données en 2021 de leur vote en 2017 afin d'éviter les phénomènes d'oubli, de reconstruction ou de rationalisation *a posteriori*.

Tableau 5 : Le choix électoral entre mai 2017 et avril 2021 (% en vert pour 2017, en rouge pour 2021)

	Ext.-Gauche	Gauche	E. Macron	Droite	M. Le Pen
Moyenne de l'enquête	1/2	24/30	26/24	29/19	20/26
Indépendants	0/3	15/28	26/26	44/21	15/22
Salariés du privé	2/1	22/26	26/25	30/20	20/28
Fonctionnaires dont :	1/1	27/35	27/22	26/20	18/22
Cadres	1/0	19/29	34/29	34/24	12/18
Professions intermédiaires	2/0	26/33	26/24	29/22	17/20
Employés	2/2	31/33	19/17	20/17	27/32
Enseignants	1/1	33/49	33/21	25/19	8/10
Policiers et militaires	0/2	8/5	15/20	33/29	45/44

Note : Calculs par l'auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

L'analyse des trajectoires électorales d'ensemble entre 2017 et 2021 montre que les électeurs d'extrême-gauche ne la choisissent à nouveau qu'à 25%, se reportant à 40% sur les candidats de gauche, à 10% sur Emmanuel Macron, à 13% sur les candidats de droite et à 12% sur Marine Le Pen. Les électeurs des candidats de gauche en 2017 se reportent massivement pour 2021 à hauteur de 76% sur les candidats de gauche en 2021, 7% d'entre eux choisissant Emmanuel Macron, 7% les candidats de la droite et 7% également Marine Le Pen. Les électeurs d'Emmanuel Macron se reportent sur sa candidature à concurrence de 58% alors que 26% préfèrent un candidat de la gauche, 13% un candidat de la droite et 4% Marine Le Pen. Les électeurs ayant choisi un candidat de la droite en 2017 se reportent à nouveau sur l'un d'entre eux en 2021 à hauteur de 52% alors que 27% choisissent Emmanuel Macron, 5% un candidat de la gauche et 16% Marine Le Pen. Cette dernière, en revanche, récupère son électorat de 2017 à 84% alors que 10% de celui-ci choisissent un candidat de la droite, 4% Emmanuel Macron et 3% un candidat de la gauche.

Quel sont les secteurs socioprofessionnels les plus infidèles à leur choix de 2017 ?

La déperdition de voix potentielles du côté des candidats de gauche est la plus importante chez les salariés du privé comme chez les employés de la fonction publique : dans le deux cas, 73% des enquêtés ayant voté pour un candidat de gauche le referaient en 2022, pour les premiers au profit d'Emmanuel Macron à 8%, d'un candidat de droite à 7% et de Marine Le Pen à 9% ; pour les seconds en faveur d'un candidat de droite à 12%, d'Emmanuel Macron à 7%, d'un candidat de droite à 12% et de Marine Le Pen à 7%.

La déperdition de voix potentielles en faveur d'Emmanuel Macron est la plus importante dans l'ensemble de la fonction publique et chez les enseignants en particulier puisque 50% de tous les fonctionnaires choisiraient à nouveau Emmanuel Macron en 2022 comme 43% des enseignants. Pour l'ensemble des fonctionnaires, le nouveau choix serait celui d'un candidat de gauche à 35%, d'un candidat de droite à 12% et de Marine Le Pen à 3%. Pour les enseignants, ce redéploiement électoral se ferait à 42% au profit d'un candidat de gauche, à 14% d'un candidat de droite et à 1% de Marine Le Pen.

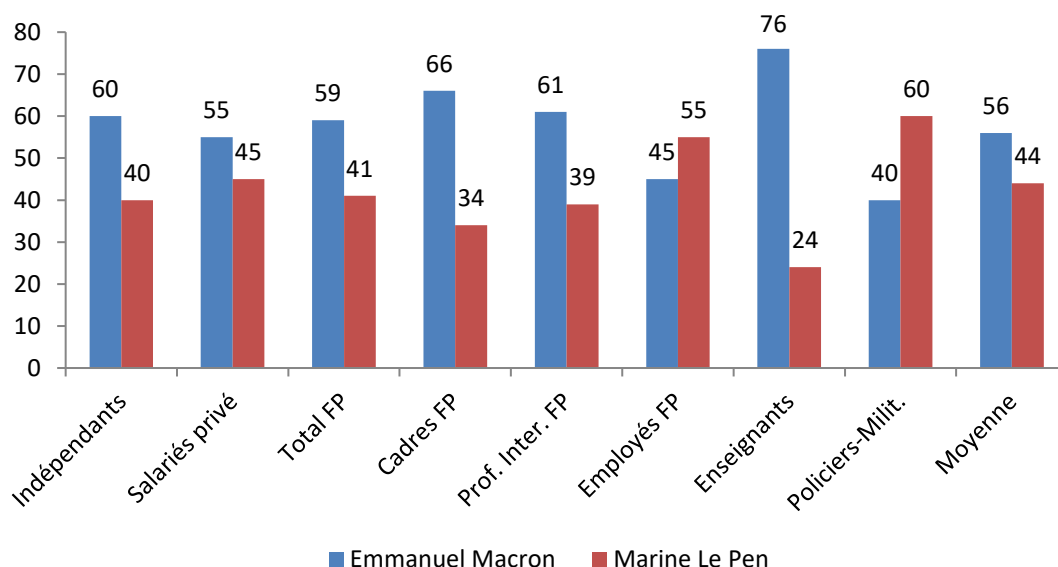
La déperdition de voix potentielles de la droite parlementaire concerne surtout les indépendants, les salariés du privé, qui choisiraient à nouveau un candidat de droite à 51%, et les employés de la fonction publique qui referaient le même choix à 48%. Les indépendants ayant voté pour un candidat de droite en 2017 choisiraient Emmanuel Macron à 27%, un candidat de gauche à 6% et Marine Le Pen à 15%. Les salariés du privé préféreraient Emmanuel Macron à 28%, un candidat de gauche à 5% et Marine Le Pen à 16%. Quant aux employés de la fonction publique, ils se réorienteraient vers Emmanuel Macron à 24%, un candidat de gauche à 11% et Marine Le Pen à 17%.

La déperdition, assez rare, des voix s'étant portées sur Marine Le Pen en 2017 est surtout le fait des indépendants qui ne voteraient à nouveau pour Marine Le Pen qu'à 79% au profit d'un candidat de la droite à 16% et d'Emmanuel Macron à 3%.

Un second tour fortement disputé

Au second tour, dans la perspective d'un duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, l'ensemble de la fonction publique choisirait davantage Emmanuel Macron que les salariés du privé mais avec des écarts importants selon le niveau de qualification et les secteurs d'activité, les cadres choisissant Emmanuel Macron à concurrence de 66% et les enseignants à 76% alors que les employés ne voteraient pour lui qu'à 45% et les policiers et militaires qu'à 40%. Ces résultats, présentés en termes de suffrages exprimés, sont cependant très dépendants du niveau de l'abstention qui pourrait s'établir au printemps 2022.

Graphique 2 : Le choix électoral au second tour de l'élection présidentielle de 2022 (% de suffrages exprimés) - Hypothèse Emmanuel Macron et Marine Le Pen

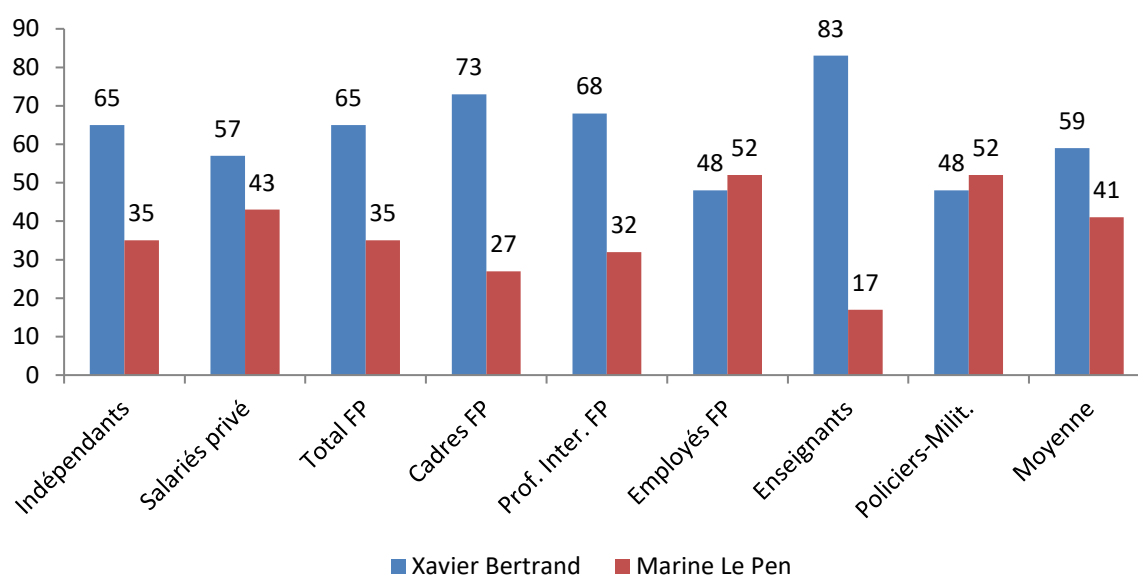


Note : Calculs par l'auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

Un duel entre Xavier Bertrand et Marine Le Pen serait, dans l'ensemble, bien moins favorable à cette dernière. Défendant les valeurs d'une droite parlementaire ayant durci son discours sur la sécurité et la défense de l'État, Xavier Bertrand obtiendrait alors 73% des suffrages des cadres de la fonction publique, soit 7 points de plus qu'Emmanuel Macron, mais aussi 48% des suffrages des policiers et militaires, soit 8 points de plus qu'Emmanuel Macron. Sa présence au second tour aurait cependant moins de pouvoir attractif sur les indépendants et les salariés du secteur privé.

Graphique 3 : Le choix électoral au second tour de l'élection présidentielle de 2022 (% de suffrages exprimés) - Hypothèse Xavier Bertrand et Marine Le Pen



Note : Calculs par l'auteur.

Source : Martial Foucault, « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF, Ipsos, Le Monde et Fondation Jean Jaurès. Vague 24, avril 2021.

Le macronisme à l'heure du retour du clivage droite-gauche ?

L'analyse des intentions de vote des fonctionnaires montre que le potentiel de vote en faveur d'Emmanuel Macron s'est davantage réduit chez eux depuis 2017 que chez les salariés du secteur privé ou que chez les indépendants. Ce recul électoral concerne plus particulièrement les cadres et les enseignants. Ce redéploiement politique s'accompagne de deux phénomènes.

D'une part, la demande globale en faveur de la gauche et de l'écologie politique a considérablement augmenté et cela dans toutes les catégories d'électeurs mais plus particulièrement chez les fonctionnaires. La gauche, dans la perspective de 2022, souffre bien plus d'une offre éclatée entre de multiples candidats que d'un affaissement de la demande d'égalité et de justice sociale, qui, bien au contraire, s'est trouvée amplifiée par la crise sanitaire.

D'autre part, la montée en force d'attentes sécuritaires, dans tous les domaines, voit se développer une poussée électorale en faveur de Marine Le Pen et du RN qui reste néanmoins plus faible au sein de la fonction publique, du fait de sa sociologie, que dans le secteur privé, à l'exception du secteur des policiers et des militaires. Paradoxalement, les grands perdants de cette évolution au premier tour de l'élection présidentielle sont les candidats de la droite parlementaire alors même qu'une simulation d'un second tour opposant Xavier Bertrand à Marine Le Pen conduirait celle-ci à un score bien inférieur à celui qu'elle pourrait obtenir face à Emmanuel Macron. Le clivage droite-gauche est en train de se réactiver au sein de l'électorat, ce qui pourrait, nouveau paradoxe, réussir à un macronisme renouvelé ayant glissé à droite et bénéficiant de la légitimité du Président sortant.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : ROUBAN (Luc) « Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2022 (en avril 2021) », *Note Élection présidentielle 2022, Sciences Po CEVIPOF*, mai 2021, 12 p.

Pour citer l'enquête : FOUCAULT (Martial), « Enquête électorale - Présidentielle 2022 », CEVIPOF – Le Monde – IPSOS – Fondation Jean Jaurès, avril 2021.

© CEVIPOF, 2021 Luc Rouban